

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 6 FÉVRIER 1979 - N° 847

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

URSS : deux étudiants érythréens menacés de mort

Deux étudiants érythréens ont été arrêtés et sont détenus en URSS après s'être battus avec des étudiants éthiopiens qui avaient organisé un meeting de soutien à Mengistu. Cette arrestation se serait produite au mois de novembre et depuis on est sans nouvelles des deux étudiants.

Toutefois, selon certaines informations recueillies par l'AES (Association des étudiants érythréens en Europe), Moscou s'apprêterait à les livrer au bourreau Mengistu. Il est certain que dans ce cas, ce serait la mort immédiatement pour les deux étudiants. L'AES lance un appel pour les sauver. Lire en page 7

«Interdiction du meeting fasciste de Lyon !»

Les fascistes de l'Eurodroite prétendent tenir un meeting ce mardi soir à Lyon. Comme déjà à Paris et à Marseille, ils bénéficieront de la protection bienveillante de la police. Dans les entreprises et les quartiers lyonnais, les travailleurs se sont mobilisés contre la tenue de ce meeting. Une manifestation de protestation a lieu ce mardi soir à 18 heures, place Bellecour. Ce n'est qu'en extrême que le PCF et l'UD-CGT se sont ralliés à l'appel unitaire. Lire en page 8

R.D.A.: Derrière la «vitrine»...

Nous reprenons la publication du reportage réalisé par Robert Milcat en Allemagne de l'Est.

Les prix dans un pays de l'Est ! Derrière les mots, la réalité. Derrière les formules, la vérité sur les trafics divers pour faire croire à une «stabilité des prix» qui n'existe pas.

Aujourd'hui : le trompe-l'œil des prix stables.

Demain : la dictature du parti ; les «bons» militants et les contestataires. Lire en page 6

Nouvelle semaine de lutte pour les sidérurgistes

Rencontre mardi entre le ministre du Travail et les syndicats Réunion Maire-Séguy mercredi



Les mineurs de fer en Lorraine sont dans l'action aux côtés des sidérurgistes.

Dans une lettre adressée à tous les syndicats le 26 janvier, Barre invitait ceux-ci à s'entretenir avec le ministre du Travail Boulin à propos de la situation dans la sidérurgie. La première rencontre aura lieu ce mardi. Dans son adresse à Boulin, le Premier ministre lui demandait de «coordonner les structures de dialogue» à tous les niveaux pour «rechercher des solutions aux problèmes posés par la crise de la sidérurgie». On voit que la première rencontre ne devrait pas déboucher sur grand chose de concret.

Cependant, la première réunion entre le ministre du Travail et les syndicats va se tenir dans un contexte un peu nouveau et qui évolue très rapidement ; on peut même dire presque au jour le jour. Tout le monde a remarqué que «le climat social s'est détérioré», comme ils disent. Entendez : les sidérurgistes lorrains et ceux du Nord ont montré leur colère et semblent décidés à ne pas se laisser jeter sur le pavé par les spécialistes de la restructuration et du chômage. Toute la semaine dernière encore, les actions ont été nombreuses, souvent radicales.

Dans ces conditions, il se pourrait que Boulin fasse miroiter quelque faux-semblant de solution pour tenter «d'apaiser les esprits». Faux-semblant car chacun a pu entendre plusieurs hauts personnages (dont Barre lui-même) déclarer que le deuxième plan acier ne serait pas modifié et donc que les milliers de licenciements auraient bien lieu.

En tout état de cause, la marge de manœuvre de Boulin est étroite. Il sait que s'il arrive «les mains dans les poches» sans la moindre chose à proposer qu'un «inventaire des problèmes», cette réunion-bidon provoquera l'effet inverse à celui recherché et ne fera donc que décupler la colère des sidérurgistes.

Suite en page 8

**EDMOND MAIRE
REAFFIRME
SES CRITIQUES
CONTRE LE PCF
AU CLUB
DE LA PRESSE
D'EUROPE I**

Lire en page 3

LA DEMOCRATIE FRANCAISE FRAPPE

88 ans de bagne au total pour 7 indépendantistes tahitiens

Militants basques arrêtés, extradés, assignés à résidence...

Lire en page 8

● Coup de sonde : Giscard en baisse

Le Figaro-Magazine publie un sondage SOFRES sur la popularité des hommes politiques. Selon ce sondage, la cote de Giscard et celle de Barre sont en baisse : le nombre de Français qui leur font confiance serait passé respectivement de 62 % à 57 % et de 43 à 42 % (le point de référence étant le sondage du mois précédent).

Parmi les hommes politiques de gauche, Rocard obtient une opinion favorable chez 49 % des Français (sans changement), Mauroy progresse avec 40 % contre 33 %, Mitterrand obtient 36 % (inchangé), Fabre 29 % (moins 2 %), Marchais 24 % (moins 1 %) et Crépeau 9 % (moins 1 %).

A droite, on trouve en tête Simone Veil, avec 53 % (moins 3 %) suivie par Barre avec 41 % (moins 1 %), Peyrefitte avec 33 % (moins 2 %), Chirac avec 29 % (inchangé), Chaban-Delmas avec 25 % (moins 1 %), Edgar Faure avec 24 % (moins 4 %) et enfin Lecanuet avec 21 % (moins 1 %).

● Elections universitaires

Les élections des représentants étudiants aux conseils d'administration des CROUS (centre régionaux des œuvres universitaires et scolaires, qui gèrent les «restaurants» et les cités universitaires) viennent d'avoir lieu, sauf à Nice et à Strasbourg.

Les résultats font apparaître une nette régression de l'UNEF-UEC qui obtient un peu moins de 37 % des voix contre près de 49 % en 1977. L'UNEF-AJS obtient plus de 33 % des voix, contre 22 %.

Le CLEF (comité de liaison des étudiants de France, chiracien) obtient 4,60 % des voix contre 8,57 % en 1977. Les voix manquantes semblent s'être reportées sur le CELF (collectif des étudiants libéraux de France, giscardien) qui obtient 4,67 % des suffrages pour sa première apparition. L'UNI (fasciste) obtient 3,25 % des voix (inchangé) et le MAS, affilié à la CFDT, 7,16 % (contre 9,9 %). Les listes «diverses», non affiliées à une organisation nationale totalisent plus de 10 % des suffrages (contre 2,8 %).

Le résultat le plus intéressant a sans doute été la participation au scrutin : seulement 10,76 % des étudiants ont jugé utile de voter, confirmant ainsi la tendance constante à la baisse de la participation à ces élections-bidon. Signalons que dans les conseils d'administration des CROUS, les représentants de l'administration disposent de la moitié des sièges, et de la présidence avec voix prépondérante...

● Deux «autonomes» gardés à vue

Après le saccage du domicile du magistrat parisien Michel Berger, la police a procédé vendredi à quinze interpellations «d'autonomes» ou présumés tels. Les quinze personnes interpellées ont été mises hors de cause, aucune d'entre elles n'ayant été reconnue par le magistrat.

Malgré cela, deux des interpellés ont été retenus, avec comme simple motif le fait que la police a découvert à leur domicile des affiches représentant Peyrefitte au centre d'une cible, avec la mention : «Tirons à vue, le gangster, c'est lui» (des affiches semblables avaient été collées il y a quelques mois dans plusieurs stations de métro). Ils ont été relâchés dimanche matin.

A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de Quotidien du Peuple. C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.

Pour cela ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que cela entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

Achetez
le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

Congrès du PS

VERS LA SYNTHÈSE ?

Dernier épisode de la lutte interne au PS : Mauroy et ses partisans menacent de présenter une motion de «synthèse» si le Comité directeur de dimanche prochain n'aboutit pas à réunifier la majorité sortante du parti. Cette initiative de Mauroy vient faire pression sur Rocard pour qu'il accepte un compromis avec Mitterrand.

La configuration du prochain congrès du PS semble se dessiner, à deux mois de l'échéance. Il y avait jusqu'à présent une contribution Rocard-Mauroy, une contribution du CERES, une autre émanant des dissidents du CERES regroupés autour de Pierret. Les partisans de Mitterrand ont manœuvré en présentant une multitude de contributions, dont aucune n'est signée par le Premier secrétaire. Le calcul des mitterrandistes semble aisé à comprendre : créer la confusion, donner l'image d'un PS profondément divisé, pour qu'en fin de compte, Mitterrand, qui se tient à l'écart du ballet des contributions, puisse apparaître, comme par le passé, le seul capable de réaliser sous sa direction l'unité du Parti. Un calcul qui joue sur le désarroi de nombre de militants, qui ne comprennent plus grand-chose aux débats en cours au sein du PS.

Dans ces circonstances de division de l'ancienne majorité, le CERES croit son heure venue, et multiplie les appels du pied à Mitterrand, pour réaliser avec lui une majorité de rechange contre la «gauche américaine» que repré-

senterait Rocard. Dans ce cadre, le CERES vient de réaliser un sondage auprès des militants du PS dont il ressort que ni Mitterrand ni le tandem Rocard-Mauroy ne sont en mesure de parvenir à constituer seuls une majorité. Mais, les efforts de Chevènement ne paraissent guère devoir porter leurs fruits : Mitterrand vient de réagir vivement à l'énoncé de ce sondage, et rappelle qu'il est en désaccord avec le CERES sur la question européenne, déclarant : «Je n'échangerai pas l'Europe contre trois mandats».

UN ACCORD NECESSAIRE ?

Dans cette situation, où les appels d'offre du CERES sont repoussés, on pourrait s'acheminer vers un compromis entre Mauroy-Rocard et Mitterrand. Déjà, Mauroy, sans doute pour parer à toute éventualité avait affirmé qu'il souhaitait la «synthèse». Ce qui est nouveau, c'est que Rocard se met à tenir le même langage : samedi, sur les ondes de RTL, il nous a appris qu'il avait «toujours» été favorable à un accord avec Mitterrand, alors que tout récemment encore,



il prétendait évincer celui-ci de son poste de Premier secrétaire au bénéfice de Mauroy.

Sans doute les pointages effectués l'obligent-ils à composer avec le Premier secrétaire. Mais il a précisé qu'il entendait faire prendre en compte ses positions sur certaines questions, comme celles de l'effacement du rôle de l'État ou de la politique sociale que devait suivre un gouvernement de gauche. Rappelons que les thèmes rocardiens insistent plus lourdement que Mitterrand sur la nécessité d'une politique d'austérité, baptisée «rigueur», et sur une moindre intervention de l'État dans l'économie, cette agressivité néo-libérale se masquant sous le flou des thèmes autogestion-

naires. S'il semble nécessaire à Rocard, dans l'état actuel des choses, de transiger, ce n'est pas d'une capitulation qu'il s'agit. La «synthèse», si elle a lieu, devra prendre en compte une partie non négligeable de ses propres conceptions.

François NOLET

DEMISSION DU MRG

Michel Soulié, qui occupa différents postes ministériels sous la IV^e République, vient de démissionner du MRG, en critiquant l'exclusion de Fabre, ainsi que l'«inertie» du MRG.

● 3 000 à Bayonne contre la répression

Samedi, plus de 3 000 personnes ont manifesté à Bayonne pour protester contre la répression qui frappe les réfugiés politiques espagnols en France. Le 30 janvier, le gouvernement décidait de supprimer le statut de réfugié politique aux ressortissants espagnols qui en bénéficiaient. Dans le même temps, quinze militants basques étaient placés en résidence surveillée à Valensole.

A l'appel du PS, de la FEN et de l'extrême-gauche, ce sont près de 3 000 personnes qui ont manifesté samedi à Bayonne, ce qui représente une mobilisation importante. Le PCF et la CGT n'avaient pas jugé utile de se joindre à la manifestation, non plus que la CFDT qui avait cependant affirmé sa solidarité avec les réfugiés politiques espagnols. La manifestation s'est déroulée sans incident, malgré la présence nombreuse et provocatrice des forces de l'ordre.

● Hersant contrôle totalement L'Aurore

Pierre Janrot, un proche de Hersant, qui était déjà président des Éditions France Libre (qui éditent L'Aurore et Paris-Turf) vient d'être nommé président de la société Franpresse. Cette dernière société est propriétaire des Éditions France Libre et des Imprimeries Richelieu.

Rappelons que la société Franpresse a été constituée en juin 1978 pour prendre en main L'Aurore après la mise en liquidation des biens de Boussac, qui était propriétaire du titre. Rappelons également que Hersant est inculpé d'infraction à la loi sur les concentrations de presse, nul ne pouvant théoriquement être propriétaire de plus d'un quotidien. Mais les apparences sont sauvées : ce n'est pas, officiellement, Hersant qui dirige L'Aurore, ce n'est pas Janrot, qui fut directeur de France-Antilles, journal du groupe Hersant.

Pas de prescription pour les crimes nazis !

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité doivent arriver à prescription à la fin 1979 en Allemagne fédérale. Le Parlement de Strasbourg a réclamé, vendredi dernier, que les États membres de la CEE prennent des mesures législatives pour déclarer imprescriptibles les criminels de guerre et rechercher tous les criminels de guerre.

En 1974, le Conseil de l'Europe avait adopté une convention portant imprescriptibilité des crimes de guerre. Ce texte n'a jamais été appliqué : la France est le seul pays à l'avoir signé, mais la ratification par les Parlements nationaux n'est intervenue dans aucun des États membres.

Le Parlement de Strasbourg a adopté un projet de recommandation invi-

tant les États membres à souscrire à cette convention et à interdire la prescription. Cette prise de position, pour justifiée qu'elle soit, risque fort de rester lettre morte. Il faudrait que le Conseil des ministres l'adopte à l'unanimité, mais là encore, rien n'obligerait les États membres à appliquer la mesure. Selon les textes des institutions européennes, une «recommandation» n'impose pas aux États membres de modifier leur législation. Il est donc possible que les criminels de guerre nazis se trouvent dès la fin de l'année, à l'abri des poursuites judiciaires, notamment en Allemagne fédérale. La scandaleuse impunité dont jouissent d'anciens collaborateurs connus doit cesser : la prescription ne doit pas être appliquée !

De l'Europe à la situation sociale

MAIRE AU CLUB DE LA PRESSE DIMANCHE SOIR

Dans le premier tiers de l'émission consacré au premier point, on a assisté en fait, surtout à un «dialogue» très agité entre Maire et Andrieux, de l'Humanité.

La «démocratisation de l'Europe», soulignait assez justement ce qu'il est convenu d'appeler la propagande ultra-nationale du PCF sur la question européenne. Après avoir cité quelques mots d'ordre récents du PCF en Lorraine «Non à l'Allemagne, banquier de l'Europe», «Non à l'Europe allemande», «Oui, il faut rendre la Lorraine à la France». Maire ajoutait : «Non, nous ne sommes pas d'accord pour nous battre sur de tels thèmes. Nous ne voulons pas tomber dans le piège du nationalisme, de l'union sacrée, toutes classes confondues contre l'envahisseur», union sacrée, qui entre autre, consiste à mettre dans le même sac, travailleurs et patronat français qui «fabriquent français», Andrieux, touché au vif, interrompant sans cesse Maire, n'était pas très convaincant dans ses «réponses». Les arguments sur la «défense de l'indépendance nationale» n'arrivaient pas à effacer le caractère chauvin des mots d'ordre du PCF.

Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, était dimanche soir l'invité sur Europe 1 de l'émission Le club de la presse. Les questions posées par les journalistes présents, ont porté essentiellement sur deux points : la querelle récente entre Maire et le PCF sur l'Europe et la situation sociale.

LA TACTIQUE CEDETISTE

Les questions posées ensuite à Maire portaient sur la situation sociale et les perspectives d'action de la CFDT. Maire devait d'abord expliquer, ce que selon lui, il ne faut pas faire. On sait que le secrétaire de la CFDT doit rencontrer le 7 février Séguy. A la question de savoir si une telle entrevue pouvait déboucher sur une grande journée intersyndicale et interprofessionnelle, Maire émettait les plus expresses réserves : «Nous ne sommes pas pour une action interconfédérale en soi, comme si à partir du moment où il y a un bon climat, il serait souhaitable de faire une action confédérale... Nous voulons cesser de prôner la validité des journées d'action qui de temps en temps sont censées coordonner tous les mécontentements qu'il y a dans la vie».

Que vise Maire par ces propos qui entendent s'appuyer sur une lassitude

éprouvée par les travailleurs vis-à-vis de journées d'action inefficaces et sans lendemain ? En fait, c'est moins la critique d'une forme d'action que la recherche d'une caution à la politique développée depuis les élections législatives par la direction cédétiste. Il faut confirmer, selon Maire, le «tournant» opéré qui a consisté, dit-il, «depuis neuf mois, à combattre différemment le gouvernement par rapport à la période passée». Il s'agit là, bien sûr, des négociations tous azimuts dans lesquelles la confédération cédétiste s'est engagée à plusieurs reprises, Maire devait reconnaître qu'elle n'avait pas apporté grand chose : «Il faut le dire, peu de choses, très peu de choses. Notre attitude d'ouverture qui a eu des résultats partiels mais significatifs a donné lieu à des ouvertures de négociations qui ne sont pas sans intérêt, car avant, on ne négociait pas, on n'avait même pas la possibilité de rentrer en contact, sur les bas salaires, ou sur la

durée du travail. Là nous sommes rentrés en contact... Les dossiers sont ouverts, ils sont sur la table, ils sont sur la table mais ils y restent». Et comment en aurait-il été autrement sans la construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs ? Refuser toute négociation, que ce soit sur les salaires, les conditions de travail, mais aussi la question brûlante du chômage, n'est plus possible selon Maire... car dangereux. Et de citer l'exemple de la Lorraine où la situation intolérable amène aujourd'hui une riposte vigoureuse des travailleurs. Tout en refusant de condamner les actions menées ces derniers jours en Lorraine, Maire ajoutait : «Dans cette situation où le chômage devient intolérable, où toutes négociations sur d'autres revendications sont bloquées ces actes sont inévitables. Giscard et Barre sont en train de déstabiliser la société civile et cela est grave pour les années à venir...»

Formuler ce genre de craintes, c'est tout ce qu'offre Maire en guise de perspectives de luttes aux travailleurs.

Richard FEUILLET

POLITIQUE

LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN VA-T-IL DÉMARRER ?

Ce projet de zone de stabilité monétaire a connu de sérieuses difficultés depuis son lancement. Si Giscard et Schmidt semblaient s'être mis d'accord en juillet dernier pour mettre sur pied ce système, ce sont aujourd'hui les désaccords persistants entre les deux gouvernements français et allemand qui compromettent sa mise en œuvre.

La nécessité de constituer une telle zone en Europe était apparue pour les bourgeoisies européennes à l'occasion des fluctuations du dollar, qui avaient des effets différenciés sur les différentes monnaies européennes, et rendaient difficile toute prévision au niveau des économies des Neuf. C'est dans cette situation qu'a été élaboré le projet franco-allemand dont le principe consistait à lier les monnaies européennes entre elles, en fixant des marges de fluctuation maxima, et en prévoyant des modalités d'intervention pour maintenir le cours des monnaies.

Cette négociation avait déjà été des plus laborieuses, chacun des Etats membres tirant dans son sens quant à la définition des modalités. C'est finalement sur un compromis moins ambitieux que le

Lundi et mardi se tient à Bruxelles une réunion des ministres de l'Agriculture des Neuf, plusieurs fois reportée. A l'ordre du jour, le problème des montants compensatoires, dont la solution conditionne la mise en place de la zone de stabilité monétaire en Europe.

projet initial que l'accord s'était fait. La Grande-Bretagne avait refusé de s'y joindre, jugeant les modalités trop contraignantes. L'Italie et l'Irlande s'y étaient ralliées après des hésitations, mais sur la base d'un compromis qui battait en brèche l'homogénéité du système. Si l'accord prévoyait des marges de fluctuation de 2,25 % entre les différentes monnaies, des marges de 8 % étaient concédées à l'Italie et à l'Irlande. Enfin, le système ne prévoyait, en cas d'écart d'une monnaie par rapport aux taux prévus, que des modalités de consultations entre les Etats membres, à l'exclusion de toute mesure d'intervention automatique.

Le système monétaire européen ainsi défini devait entrer en vigueur au premier janvier de l'année en cours. C'est alors qu'est intervenu le désaccord franco-allemand sur la question des montants compensatoires agricoles, dont le gouvernement français a exigé le démantèlement comme condition préalable.

UNE PRIME A L'EXPORTATION POUR LA RFA

Les montants compensatoires constituent un mécanisme de régulation du marché agricole communautaire, qui tend à annuler les effets des fluctuations des monnaies. Dans le cadre habituel des échanges, le fait qu'un pays voit la valeur de sa monnaie augmenter, ce qui est le cas du mark depuis des années, rend ses exportations plus difficiles. Les montants compensatoires tendent à annuler cet effet. Lorsque, par exemple, la monnaie allemande augmente de valeur par rapport à une période déterminée (différente pour chaque produit) des «compensations» sont accordées aux agriculteurs allemands pour ne pas augmenter leurs prix. C'est donc d'une véritable prime à l'exportation qu'il s'agit, en faveur des pays à monnaie forte. Cette situation a provoqué, à la fin de l'année dernière, des manifestations de producteurs de porcs français protestant contre la concurrence qui

leur était ainsi faite.

C'est face à de telles pressions que Giscard a été amené à exiger le démantèlement, au moins progressif, des montants compensatoires. Le ministre allemand de l'Agriculture, Josef Ertl, ne l'entendait évidemment pas de cette oreille, soucieux de conserver le soutien de ses agriculteurs, que ce système avantage.

LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION

Les difficiles tractations qui ont lieu lundi et mardi doivent s'articuler autour de propositions faites par la Commission de Bruxelles, qui propose une suppression sur quatre ans du système actuel. Pour l'année en cours, la Commission propose que les montants compensatoires restent en l'état. Ce qui va dans le sens des propositions allemandes.

Reste à savoir dans quelle mesure le gouvernement français entend résister aux pressions allemandes. Il n'est pas exclu que l'on assiste à un recul important du gouvernement français, qui serait prêt à des concessions pour assurer la mise sur pied du système monétaire européen.

François NOLET

«MOUVEMENTS DE GREVES DANS LES ASSURANCES»

Depuis la mi-janvier, les travailleurs des Assurances ont multiplié les actions. Dès le 19 janvier, à l'appel des syndicats suivants : CGT, GAN, UAP, Privé, près de 4 000 personnes manifestaient dans le quartier des assurances (9^e arrondissement de Paris) et au siège de la FFSA (Société française des sociétés d'assurance). Les revendications avancées :

- 1 000 F de rattrapage pour 1978,
- 2 600 F minimum,
- 400 F d'augmentation pour tous.

Ce jour-là, le cortège reprenait les mots d'ordre tels que : «L'assurance peut payer, l'assurance doit payer», «Union, action, pour nos revendications». Arrivés à la FFSA, face au refus du patronat de recevoir la délégation syndicale, les manifestants voulaient pénétrer dans les locaux. Face à cette combativité, la direction CGT manœuvrait en plaçant un service d'ordre puissant devant l'entrée du siège de l'association patronale, en demandant aussi de poursuivre la manifestation jusqu'à la Trinité. Au mécontentement de tous, la dispersion était ordonnée 400 mètres plus loin. Ces faits ont été rapportés dans les sections syndicales. La direction CGT ne put faire autrement que d'en tenir compte.

Le 26 janvier, après un travail syndical important, la CGT et certaines sections CFDT mobilisent 6 000 employés d'assurance. A la suite de la première manifestation, la fédération patronale des Assu-

rances, pour démobiliser le personnel, proposait des négociations pour le 31 janvier. Les fédérations CGT, CFDT, FO, syndicats parisiens, SNAMAT (CGC) appelaient pour ce jour-là l'ensemble du personnel assurance à un grand rassemblement devant la FFSA, afin d'obtenir de «réelles négociations» pour le maintien et la progression du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi, les 35 heures hebdomadaires, l'amélioration des conditions de travail.

Cela faisait bien longtemps que cela ne s'était vu dans la profession : 1 200 employés d'assurance dans la rue ! Rassemblés devant la FFSA, les manifestants apprirent les propositions provocatrices du patronat : 0,80 % d'augmentation ; négociations le 6 février sur 1 000 F de rattrapage pour 1978.

Cette «générosité» fut accueillie par des huées. Tous les manifestants réagirent avec force : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat !».

Jusqu'au 6 février, des actions diverses ont été menées dans les assurances. Les syndicats comptent sur la journée du 6, la considérant comme un atout majeur pour l'aboutissement des revendications. Mais quelle suite donneront-ils à cette journée d'action si, comme il est probable, toutes les revendications ne sont pas satisfaites ? Les employés d'assurance comptent bien ne pas en rester là.

Corres. Assurance

● Vague de licenciements et de lutte

Une nouvelle vague de licenciements, entraînant la riposte des travailleurs vient d'être annoncée. Citons notamment à Homécourt (Meurthe et Moselle) où 500 ouvriers occupent la Solpa, pour s'opposer à 650 licenciements. Les sidérurgistes leur ont apportés leur soutien par des débrayages.

200 emplois sont, par ailleurs, menacés à Arceuil dans le Val de Marne à la CGR. A Vernon, dans l'Eure, 250 des 480 intérimaires de la SEP font deux heures de grève par jour depuis le 23 janvier : augmentations de salaires, amélioration des conditions de travail et intégration des intérimaires qui le désirent sont leurs revendications. Enfin, les ouvriers de l'imprimerie Lang à Paris, font des grèves tournantes pour obtenir 1 franc d'augmentation de l'heure. Ils entravent la sortie de plusieurs hebdo à grands tirages.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

MANUFRANCE

RIPOSTER A LA LIQUIDATION !

Depuis fin janvier et le départ de Gadot-Clet, les travailleurs de Manufrance ont multiplié les actions spectaculaires : occupation de la BNP, de la trésorerie générale puis de l'Association syndicale métallurgique patronale de la Loire (ASMPL), de la chambre de Commerce et de l'union patronale des Industries de la Loire (UPLI)... Ce soudain regain d'interventions, réalisées par les travailleurs de Manufrance seuls, et soigneusement encadrées syndicalement, est intervenu alors que la mise en règlement judiciaire de l'entreprise se profilait...

Ces actions ponctuelles qui ont émaillé ces jours derniers, ont un caractère bien particulier ! Crispées depuis des mois dans leur collaboration avec la direction Gadot-Clet, les directions syndicales de l'entreprise (et notamment la CGT) ont longtemps freiné toute action susceptible à leurs yeux de mettre en péril la relance espérée de Manufrance. Mais, avec l'annonce de la liquidation du secteur productif de la D.P.M. (division des produits manufacturés), c'est la survie de Manufrance qui était en cause. Alors, les administrateurs PC-PS et les élus CGT du Comité d'Entreprise ont eu la tête de Gadot-Clet. Chacun jurait, mais un peu tard, qu'on ne l'y reprendrait plus...

**RECUPERER
UN COURANT
DE LUTTE AUTOUR
DE MANUFRANCE**

Ce qui, il y a quelque

temps pouvait passer à Saint-Etienne pour une évidence (s'unir autour de Manufrance) demande aujourd'hui effort et entraide nouvelle. Un capital de confiance a été gaspillé, notamment dans toute une myriade de petites boîtes où les travailleurs tournaient régulièrement leurs regards vers le cours Fauriel sans voir venir de mobilisation d'ampleur. Aussi s'il est positif de toute façon que les travailleurs de Manufrance passent enfin à l'action, il y a la manière de le faire !

Agir «en Manufrance», seuls, comme pour l'occupation fort symbolique de l'A.S.M.P.L., est largement contradictoire tant avec la construction du rapport de forces nécessaire à l'échelle stéphanoise, qu'avec le développement d'une dynamique unitaire de lutte pour l'emploi. Les hésitations répétées, l'acceptation du principe du

démantèlement de Manufrance et d'un lot (même «limité») de licenciements en juin 1978, hypothèquent l'action syndicale d'aujourd'hui. Et pour tirer plus fort dans le sens de la lutte, pour ne pas accepter de Mestries (ancien PDG licencié de la Néogravure) ce qui vient in-extremis d'être refusé à Gadot-Clet, il faut un puissant soutien à l'action pour l'emploi sur place à Manufrance. Mais quelle sera désormais la cible ?

**EN APPELER
AU GOUVERNEMENT ?**

«Nous ne savons plus trop où frapper» disait un ouvrier lors de l'occupation de l'A.S.M.P.L. le 2 février.

«Maintenant, on mène une bataille directement politique» indiquait alors un militant CGT. «Il n'y a plus grand chose à attendre de la municipalité. C'est au gouvernement de faire, maintenant», précisait un responsable CGT. «Or jusqu'à maintenant, il a fait le mort»... Un certain espoir existe à Manufrance «que des actions d'ensemble du type 20 février fassent pression précisément sur le gouvernement pour arracher les aides nécessaires à une relance industrielle».



**UNE COURSE
INQUIETANTE**

Cette position d'appel à l'aide gouvernementale, largement mise en avant par le PCF, laisse beaucoup de travailleurs dans l'expectative, au moment où la liquidation judiciaire vient à l'ordre du jour. Les difficultés de trésorerie sont telles que même la banque Stern (celle du milliardaire PCF Doumeng) hésite à engloutir l'argent frais annoncé au moment de l'investissement de Mes-

tries comme nouveau PDG.

Le démantèlement, intolérable de la firme du Cours Fauriel se précise pourtant : par le biais de locations-gérançes séparées, les départements cycles, vente par correspondance et magasins sont promis au dépeçage déjà. Et la municipalité de gauche s'affole de perdre dans l'affaire son contrôle, les locataires éventuels pouvant obtenir à terme la propriété des départements

convoités... Le tribunal de Commerce de Lyon doit apporter, le 6 février, une première réponse à ce sujet. Mais ce qu'attendent les travailleurs stéphanois c'est une réponse ouvrière de masse : à l'image de la Lorraine, qu'autour de Manufrance une mobilisation se dessine enfin contre le démantèlement et les licenciements, pour sauver l'emploi à Manufrance.

Correspondant
Saint-Etienne

INFORMATIONS GENERALES

**Seveso : les naissances
de bébés malformés
augmentent**



A la limite de la zone A. Dans cette maison, une vieille femme avait refusé de partir.

Le nombre de cas de malformations chez les nouveaux-nés dans la zone de Séveso ne cesse d'augmenter : de 38 en 1977, le chiffre est passé à 53 en 1978 soit presque 50 % de plus ! Trente mois après la catastrophe causée par l'usine Icmesa, le bilan dressé par la clinique gynécologique de Milan est une preuve accablante des méfaits de la dioxine. En plus de

l'augmentation du nombre de malformations, le bilan fait apparaître deux faits très inquiétants : les types de malformation s'aggravent et surtout pour la première fois des bébés malformés sont nés dans la zone B, que — malgré des indices sérieux — on considérerait officiellement jusqu'ici comme «non-dangereuse».

Lycée et LEP Jean Macé (Vitry)

**UNE SEMAINE DE GREVE
A FAIT RECULER SOISSON**

Sous réserve de la confirmation écrite du Ministère, attendue ce lundi, il apparaît que, à l'issue d'une lutte d'une semaine, les lycéens et enseignants du lycée et du LEP Jean-Macé de Vitry (Val de Marne) ont obtenu une victoire contre la politique du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Jean-Pierre Soisson : l'équivalent en heures d'un poste de professeur de gymnastique leur a été accordé, en attendant la création effective du poste, à la rentrée prochaine.

Reflet d'un ras-le-bol général, la grève totale a été lancée lundi 29 janvier par les lycéens de Jean Macé. Dès la rentrée, la mobilisation s'était organisée pour refuser les mesures Soisson, consistant à faire faire des heures supplémentaires pour éviter de créer de nouveaux postes.

Fin janvier, on apprend que le LEP va enfin avoir son prof de gym, mais «prélevé» sur l'effectif du lycée ! Ce transfert autoritaire a fait déborder le va-

se : la grève est décidée, avec occupation. Plus un seul cours.

Cette mobilisation importante va se concrétiser particulièrement le mercredi suivant. Le matin, une manifestation d'élèves et d'enseignants vient populariser la lutte sur le marché de Vitry. Soudain, un camion blindé de transports de fond, de la Société SECURICOP, enclenche sa sirène et fonce sur la foule. C'est par un hasard heureux que personne n'est blessé. Parmi les manifestants, comme parmi les gens qui font leur marché et ont vu la scène, c'est la colère. Les insultes fusent contre les occupants du camion. Des jeunes dégonflent les pneus du véhicule et le couvrent d'inscriptions à la bombe à peinture. A noter que les flics refuseront d'enregistrer la plainte déposée par les manifestants, en prétendant que c'est le camion qui a été attaqué...

Le lendemain, quatre cents personnes se retrouvent devant la Maison de

la Radio. Après une longue négociation, la délégation ressort avec une certitude : la promesse écrite d'une création de poste à la rentrée. Mais d'ici là, les profs du lycée assureront au LEP deux heures supplémentaires chacun, le complément étant fait par des MA, également en heures supplémentaires.

Aussi le vendredi, une délégation, appuyée par une nouvelle manifestation, se rend à la direction

régionale de la Jeunesse et des Sports. Finalement, il est décidé que les dix-huit heures de cours seront assurées par des maîtres auxiliaires.

A moins d'un revirement de dernière minute, c'est cette solution qui va être appliquée. Reste à voir comment : c'est pourquoi les élèves comme les enseignants n'ont pas l'intention de relâcher leur vigilance.

Corr. VITRY

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



KAMPUCHEA

LA GUERRE DE GUERILLA CONTRE L'AGRESSEUR SE DÉVELOPPE

Vendredi, la Voix du Kampuchéa démocratique a annoncé que 500 soldats vietnamiens avaient été tués ou blessés au Kampuchéa entre le 28 et le 30 janvier. Il semble que la guérilla dispose d'un système de communication dans tout le pays lui permettant de centraliser les informations.

Les dernières opérations revêtent le caractère d'opérations de guérilla frappant lourdement l'agresseur avant une dispersion rapide des forces patriotiques. C'est ainsi qu'après avoir repris deux villes, Takeo et Kompong

Thmar, les troupes du Kampuchéa démocratique se sont retirées une fois que les agresseurs ont envoyé des renforts. Une opération analogue a été menée la semaine dernière contre l'aéroport de Phnom-Penh Pochentong : plusieurs conseillers soviétiques et cubains ont été tués au cours de cette attaque au cours de laquelle trois divisions kampuchéennes se seraient concentrées autour de la capitale pour se disperser ensuite. Selon la Voix du Kampuchéa démocratique, 300 conseillers soviétiques et cubains ont été tués depuis le 25 décembre.

D'autre part, dans une lettre au Secrétaire général de l'ONU, Thioun Prasth, représentant du Kampuchéa démocratique aux Nations Unies, dénonce le pillage des œuvres d'arts nationales effectué par les agresseurs vietnamiens. Selon lui, de nombreuses statues précieuses et objets d'art des pagodes de Phnom-Penh ont déjà été emmenés au Vietnam. Il affirme : « L'objectif du Vietnam est de détruire la nation et le peuple kampuchéens, ainsi que la civilisation et l'entité du peuple kampuchéens afin d'annexer le Kampuchéa et de l'incorporer au Vietnam ».

Le délégué du Kampuchéa démocratique lance un appel à l'ONU et à l'opinion internationale pour leur demander de condamner ces nouveaux crimes contre le Kampuchéa et exiger la restitution au Kampuchéa des œuvres d'art pillées.

Après les gouvernements de Scandinavie et d'Australie qui avaient décidé de suspendre leur aide au Vietnam, en raison de l'agression commise à l'encontre du Kampuchéa, le gouvernement des Pays-Bas décide à son tour de remettre en cause son aide, ne fournissant plus au Vietnam qu'une aide en aliments et en médicaments.

SELON L'HUMANITE, LA GUERRE AU KAMPUCHEA N'EXISTE PAS

Marchais trouve son Lucien Bodard

«Enfin, on peut respirer, la guerre avec le Cambodge est finie», tel est le titre de l'article du correspondant de l'Humanité, Alain Ruscio, à Saïgon-Ho-Chi-Minh-Ville. Ainsi tout va bien, il n'existe pas actuellement de guerre opposant le peuple du Kampuchéa démocratique à plus de 100 000 soldats vietnamiens agresseurs avec tanks, bombardiers, vedettes de débarquement. Non, cela n'existe pas, Alain Ruscio est allé en Indochine et il n'a rien vu. «On ne voit plus, comme auparavant, des

jeunes gens s'entraîner à marcher au pas ou à manier les armes» dit-il. Ne lui vient-il pas à l'idée que s'ils ne sont plus là, ils sont à la guerre contre l'occupant ? Mais Ruscio est boh public : il a vu coup sur coup la capitale du Kampuchéa remplie de dizaines de milliers de personnes accueillant le FUNSK, puis déserte...

Que le correspondant de l'Humanité soit un reflet pur et simple de la propagande de Hanoï, cela peut se concevoir sans doute, sa formation à l'Humanité ne le prédispose guère à

l'esprit critique, mais que la direction du PCF fasse publier de telles dépêches où la bêtise le dispute à l'odieuse, témoigne de la faiblesse de son argumentation. Dans sa complicité avec la politique d'intervention de l'URSS, le PCF se trouve amené à nier purement et simplement la réalité. Le lecteur de l'Humanité doit ignorer l'intervention soviéto-cubaine en Erythrée, la guerre au Kampuchéa ! Et pour les militants qui se poseraient des questions, il s'agit sans doute de victimes trompées par la

«presse bourgeoise».

Aujourd'hui le correspondant de l'Humanité joue à peu près le même rôle que nombre de correspondants occidentaux à Saïgon, lorsqu'ils calomniaient ou niaient purement et simplement la réalité de la guerre de résistance à l'agression américaine. Est-ce par une telle pratique de la contre-vérité que les dirigeants du PCF veulent faire taire le débat qui se développe inévitablement sur la politique d'intervention et d'agression de l'URSS ?

J.P.C.

Vendredi 2 février, à la Mutualité, meeting de solidarité avec le Kampuchéa démocratique

Le meeting organisé par le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France était soutenu par plus de 20 organisations françaises et étrangères.

C'est devant une salle comble, composée de nombreux anti-impérialistes parisiens, d'étudiants du Tiers-Monde et de nombreux khmers, que Nhet

Chopininto, président du comité des patriotes, prononça son intervention après que la salle debout et recueillie eût écouté

Dans l'intervention, furent soulignées les raisons de l'agression vietnamienne, soutenue par le social-impérialisme soviétique :

— piller le Cambodge pour remédier à la ruine économique et financière

que connaît le Vietnam.

— faire entrer le Kampuchéa dans une fédération indochinoise dominée par Hanoï.

Ensuite furent données des nouvelles du Front. L'invasion a déjà coûté 10 000 hommes et 600 blindés à l'agresseur dont les forces vives encerclées dans les chefs-lieux sont sur la défensive.

Après avoir dénoncé les mensonges des Vietnamiens et de leurs complices, Nhet Chopininto affirma sa confiance dans la victoire finale de la guerre populaire de longue durée que mène le peuple kampuchéen.

L'intervention terminée, la salle, avec une grande détermination, scandait : «Kampuchéa vaincra !».

De nombreux messages et interventions furent lus dont l'intervention com-

mune du PCML, du PCR ml et de l'OCF ml. Cette intervention soulignait l'indignation des révolutionnaires français face à l'agression et leur confiance dans la victoire finale du peuple du Kampuchéa. L'attention fut attirée sur la signification internationale de cette agression, les préparatifs stratégiques par l'URSS de la 3^e guerre mondiale. Un «livre noir» fut présenté sur les antécédents de l'attitude hégémonique vietnamienne vis-à-vis du Kampuchéa et sur les rapports passés entre les Cambodgiens et Vietnamiens le long de «la piste Ho-Chi-Minh». Puis fut projeté un film qui, comme l'exposition de photos rappelait que l'agression vietnamienne date de décembre 1977, bien avant la création du soi-disant «FUNSK».

ITALIE

Andréotti, dont la chute a été provoquée par la défection du PCI, vient de se voir proposer de former le nouveau gouvernement italien. L'Italie se trouve donc à nouveau dans une situation de crise ministérielle qui peut être longue : de

janvier à mars 1978, il avait déjà fallu sept semaines pour trouver un compromis acceptable pour la DC et le PCI. Aujourd'hui, le parti de Berlinguer exige des places au gouvernement et la démocratie chrétienne les lui refuse. Cependant personne ne souhaite des élections anticipées, surtout pas le PCI.

URSS : deux étudiants érythréens menacés de mort



Atzbeha Andsrhan

Fesehaie Tekle

L'Association des Etudiants Erythréens en Europe (A.E.S.) a «la certitude que le gouvernement soviétique s'apprête à extraditer en Ethiopie deux étudiants érythréens, Fesehaie Tekle et Asbeha Andsrhan, actuellement en prison à Moscou, et tous deux membres de l'A.E.S.».

L'A.E.S. déclare que ces deux étudiants ont été arrêtés pour s'être battus avec des étudiants éthiopiens qui organisaient un meeting de soutien au régime de Mengistu. L'A.E.S. poursuit : «Il est évident dans ce cas particulier que la déportation est virtuellement une condamnation à mort de facto. Nous n'avons aucun doute, et il y a de nombreux précédents qui confirment notre conviction, que le régime va les liquider automatiquement dès leur arrivée en Ethiopie. De nombreux gouvernements nous ont déjà assurés qu'ils les accepteraient comme réfugiés, si les autorités soviétiques les expulsaient sans restriction de destination».

Le gouvernement soviétique n'a toujours pas apporté de réponse sur le sort de ces deux étudiants érythréens, malgré les nombreuses interventions faites à ce sujet par plusieurs organisations politiques et humanitaires. Aujourd'hui, l'A.E.S. renouvelle son appel et tient l'URSS pour directement responsable de la santé et de la vie de ses deux militants. L'A.E.S. lance un appel à toutes les organisations progressistes et démocratiques pour qu'elles fassent pression sur le gouvernement soviétique afin d'obtenir la libération des deux étudiants et empêcher toute répression du même type contre les étudiants érythréens encore en URSS.

● Maputo : réunion ministérielle du mouvement des non-alignés

Du 30 janvier au 2 février, s'est tenue à Maputo (Mozambique) la réunion ministérielle extraordinaire des pays non-alignés. Penn Nouth, conseiller de l'Etat du Kampuchéa démocratique représentait le Kampuchéa et a été admis à la réunion comme observateur malgré l'opposition des agents de l'URSS dans le mouvement. Au Mozambique, Penn Nouth a rencontré séparément des représentants de plusieurs pays, notamment de Yougoslavie et de Tanzanie et de Corée.

Dans son discours d'ouverture de la réunion, le président mozambicain Samora Machel a appelé les non-alignés à «envisager avec sérieux des mesures concrètes à prendre pour soutenir la lutte de libération qui se trouve à cette étape décisive dans l'histoire des peuples d'Afrique Australe». Il a affirmé que le mouvement devait reconnaître et soutenir exclusivement devant reconnaître et soutenir exclusivement le Front Patriotique au Zimbabwe et la SWAPO en Namibie.

● Corée : premières mesures de la RDPC pour la réunification pacifique

Conformément aux propositions en quatre points qu'elle avait faites le mois dernier, la République Démocratique Populaire de Corée vient de publier une déclaration annonçant qu'elle cesse à partir du 1^{er} février 1979 toute propagande hostile au régime de Corée du Sud. Il s'agit là de la première étape du plan de discussions et de négociations proposé par la RDPC et accepté en principe par le gouvernement du Sud. La République Démocratique Populaire de Corée conclut ainsi : «Nous espérons que le côté de la Corée du Sud prendra aussi des mesures nécessaires conformément au désir ardent de toute la nation pour la dialogue Nord-Sud et la réunification pacifique».



Il n'y a pas en RDA de hausses spectaculaires des prix comme en Pologne, en URSS, ou tout récemment en Hongrie. L'impression qui prévaut ici est celle d'une certaine stabilité. Le pouvoir Est-allemand ne se prive pas de le faire remarquer : il en a fait un point fort de sa propagande pour présenter sa gestion comme une «politique sociale avancée». Mais la réalité est un peu différente, dans la mesure où la part du marché «normal», celui où les prix sont stables et modérés, tend à se réduire par rapport à l'ensemble du marché des biens de consommations dans lequel des réseaux commerciaux inflationnistes prennent une part croissante.

Nous avons vu le cas des magasins «Intershops» (voir QdP daté du jeudi 1^{er} février), il faut compter aussi avec le développement des magasins «Exquisit» qui concentrent un part grandissante des objets de consommation. A la différence des «Intershops» on y achète avec la monnaie du pays mais ces magasins pratiquent des prix forts. Sous prétexte de n'offrir que des «produits supérieurs», ils peuvent vendre très chers des produits tout à fait nécessaires à la satisfaction des besoins quotidiens des masses.

Ainsi, s'instaure un double système de prix qui aboutit à une diminution camouflée des revenus réels des travailleurs. Cette organisation «originale» du marché fait qu'on assiste aujourd'hui en RDA à un essor des «solutions» individuelles, facteur de division des travailleurs tandis que ceux-ci quoi qu'en dise le discours officiel, voient le contrôle de la distribution et des services leur échapper tout à fait.

C'est en 76 qu'Honnecker, le chef du parti SED, a annoncé le développement des magasins «Exquisit». Officiellement, ces magasins étaient conçus comme une réponse aux «Intershops» qui suscitaient un mécontentement croissant : «Dorénavant, toutes les marchandises seront accessibles en RDA avec la monnaie de chez nous» ; tel était l'argument avancé par les autorités. Pour Robert Haveman, ancien militant du SED et opposant au régime, cette argumentation ne manque pas de cynisme. Il estime que la décision concernant les «Exquisit» témoigne de l'existence d'une classe privilégiée qui souhaitait avoir plus de possibilités de dépenser son argent en RDA même et disposer pour ce faire de magasins proposant de meilleurs produits, avec une gamme plus vaste.

Tandis qu'un certain nombre de produits de base restent bon marché (c'est le cas du pain dont le prix peut être inférieur à celui de la farine qu'il contient), les produits dits «nouveaux» des «Exquisit» et qui relèvent aussi bien de l'alimentation, de l'habillement que des loisirs, sont vendus très chers. Des biens aussi divers que des collants ou du matériel simple de camping, seront désignés ici comme des produits de «luxes». Ceci se complète avec le réseau des «Intershops» auxquels les familles populaires n'accèdent souvent qu'après avoir dû se procurer au prix fort du marché noir, quelques devises étrangères.

Dans l'esprit de la classe au pouvoir, un système comme les «Exquisit» doit aussi servir de «stimulant» pour inciter la classe ouvrière à «développer la productivité», accepter une intensification du travail dans l'espoir d'accéder plus facilement aux «biens supérieurs», et du même coup se hisser au niveau des privilégiés qui, du fait

de leurs revenus, sont des clients attirés des «Exquisit».

LA «VITAMINE B»

Dans ce contexte, l'accès au marché devient, pour les familles populaires, un véritable «casse-tête». C'est à la faveur de cette situation que se développent la combine, le «marché gris» dont parle Haveman (voir ci-contre), le travail noir, la «vitamine B», comme on dit en RDA, B comme Beziehung, c'est-à-dire «relations» sur lesquelles on compte pour se procurer tel ou tel bien, en un mot les multiples «solutions» individuelles.

Le pouvoir, à cette occasion, laisse délibérément se développer les contradictions entre les travailleurs, en particulier entre les vendeurs et les clients.

A noter que parmi les clients, ce sont les femmes qui subissent le plus les conséquences du fonctionnement de l'appareil de distribution et de services. En effet, comme l'indique une récente étude sociologique effectuée en RDA, les tâches de cuisine, de ménage, de soins aux enfants sont encore supportées à plus de 80 % par les femmes. La charge hebdomadaire que représentent ces tâches, est évaluée entre 39 et 45 heures de travail, en plus du travail professionnel auquel se consacrent 86 % des femmes.

Les autorités profitent de la situation pour laisser entendre dans leur propagande, que les contradictions qui surgissent dans le cadre de l'organisation de la distribution seraient en quelque sorte la rançon fatale de la garantie de l'emploi dont bénéficient officiellement, comme les autres travailleurs, ceux de la distribution et des services. Cette garantie, sur laquelle nous reviendrons, sert au pouvoir à «justifier» beaucoup de choses.

«Tu n'as pas à discuter...»

Hans et Birgit, un couple de jeunes ouvriers rencontré à Magdebourg

«Dans le commerce, tu n'as pas à discuter, ils sont méprisants, te parlent de haut, tu n'as pas à discuter sur le produit, tu prends ce qu'il y a ou tu t'en vas. Pour avoir des bons produits, il faut connaître quelqu'un dans le magasin : alors quand il y a un arrivage intéressant, tu payes 20 M de plus et tu te fais réserver une chemise, par exemple.»

«Ici, on dit que les prix sont stables, mais c'est la quantité ou la qualité qui diminuent, par exemple les paquets de lessive moins pleins, les meubles plus minces, et

on a une inflation rampante. Avant, les bouteilles de bière étaient de 33 cl, aujourd'hui on n'en trouve plus que de 0,7 l. Pareil pour les verres de schnaps : il y avait le simple, 0,2 cl et le double de 0,4 cl. Maintenant, tu es obligé de prendre un double, parce qu'il n'y a que ça.»

«En RDA les gens sont des spécialistes de la queue. Ici, quand on voit une file d'attente on ne pose pas de questions, on s'y met, on achète tout ce qu'on peut, et le soir, le magasin est vide.»

R.D.A. Derrière la «vitrine»...

Des jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays

LE TROMPE-L'OEIL DES PRIX STABLES !

Reportage de Robert MILCAT

«Le contrôle populaire ne peut pas s'exercer sérieusement»

Ingrid, étudiante à Berlin-Est

Au cours de notre séjour, nous avons retrouvé Peter et Ingrid, dans la cité universitaire de Berlin-Est où ils vivent, avec leur jeune fils (voir QdP daté du 30 janvier). Etre marié et avoir des enfants est très fréquent chez les étudiants de RDA, beaucoup plus que chez nous. Ceci est lié à la politique nataliste du gouvernement de RDA. Je leur demande si ce n'est pas trop difficile et comment ils s'en sortent.

— Ingrid : J'ai eu mon enfant à 19 ans, et j'ai fait toutes mes études avec. Nous touchons aujourd'hui 120 M de Kindergeld (1) par mois.

— Mais est-ce que ce n'est pas un handicap pour tes études d'avoir un enfant ?

— Ingrid : Bien sûr ça fait du travail, mais on se le partage avec Peter. On n'est pas vraiment désavantagé avec un enfant. Il y a beaucoup de facilités qui nous sont accordées. Aux examens, pour le passage en classe supérieure, on tient compte du fait que j'ai un enfant. C'est très rare d'échouer. Le fait qu'on soit tous les deux au parti joue certainement aussi. Au niveau où nous sommes, c'est presque une condition si on veut poursuivre dans la branche.

— Mais qui s'occupe de votre fils ?

— Ingrid : Il va à l'école tous les matins, à 7 h et demie, il y va tout seul, ce n'est pas loin. Il est habitué. En plus il a des activités, il fait de la natation.

— Peter : Il fait même de la compétition. Ils les prennent très jeunes dans les écoles et les entraînent de façon intensive, pour les jeux de Moscou et les suivants. Mais ne je ne veux pas qu'il devienne une bête de compétition. On le laisse continuer quelques années et puis on arrête.

Ils me racontent un voyage en Pologne qu'ils ont fait récemment. Les Allemands sont encore mal



vus là-bas, à cause de la guerre. Ils en arrivent à avoir honte d'être Allemands. Une fois, on a même refusé de les servir dans un magasin. Nous parlons de la façon dont les clients sont reçus dans les magasins et les cafés en RDA. Il y a là aussi beaucoup de problèmes, liés à l'organisation du marché des biens de consommation. C'est surtout Ingrid qui ressent ces problèmes :

— Ingrid : C'est vraiment pas normal la façon dont on est reçu dans les magasins. A tel point que dans les magasins «exquisit», pour faire venir la clientèle, ils ont mis un écriteau : «Ici, on vend avec la méthode Christine Holtz». Qu'est-ce que cette méthode ? C'est être «freundlich, höflich, nett» (amicalement, poli, aimable). Comme si c'était extraordinaire ! C'est incroyable. Ça devrait être normal pour une vendeuse. Il y a vraiment des choses qui ne vont pas chez nous.

— Peter : Oui, mais il ne faut pas exagérer. Et puis, il y a un contrôle de la population sur les travailleurs des services publics. Dans chaque établissement, il y a un «livre des clients», où on peut écrire des réclamations, et le directeur de l'établissement est

obligé par la loi de répondre dans un certain délai.

— Ingrid : D'accord, mais ce n'est pas sérieux. Déjà, quand on fait des courses, on passe tout son temps à courir d'une boutique à l'autre pour trouver ce qu'on veut, quand on voit des gens qui font la queue, on s'y met automatiquement sans savoir ce que c'est. Comment veux-tu que les gens aillent en plus écrire dans ces livres d'autant plus que le résultat...

— Peter : Une fois encore, tu exagères. Par exemple, l'autre soir, on rentrait du club des étudiants. Un policier nous arrête parce qu'on avait traversé à pied un endroit où c'est interdit. C'est connu qu'ils n'aiment pas les étudiants, il s'est mis à nous insulter et nous a collé une amende. Eh bien, le lendemain, on est allé à la police faire une réclamation parce qu'il n'a pas à nous insulter. Par le reçu de l'amende, on a pu retrouver le policier, et son avancement a été bloqué.

— D'après les discussions avec les gens ici, on n'a pourtant pas tellement l'impression que les autorités sont attentives aux critiques, on a même plutôt l'impression du contraire ?

— Peter : C'est vrai, c'est un problème, je pense aussi qu'il y a une bureaucratisation, nous dit Peter qui se sent partagé : «Je suis pour le socialisme, mais il faut que la population puisse critiquer pour faire avancer les choses. Je suis au parti, mais je ne suis pas content de la manière dont ça se passe. En fait dans le parti, je ne peux pas dire ce que je veux, donner mon avis.»

(1) Kindergeld : allocation familiale.

Un crédit de 500 M, accordé pour le mariage, est dispensé de remboursement à la naissance du troisième enfant, avec une prime en plus de 100 M pour chaque enfant mis au monde.

«Les exploités et les exploités»

Selon Robert Haveman

Robert Haveman, vétéran communiste, et physicien célèbre, a été exclu du SED en 1964. Ami de l'écrivain Rolf Biermann, il se réclame aujourd'hui de l'«Euro-communisme». On dit en RDA, que c'est au fait d'avoir été, sous le régime hitlérien le compagnon de captivité de Honnecker, l'actuel chef du parti SED qu'il doit de ne pas être en prison. Rappelons ce qu'il déclarait au Monde, voici un an :

«Il y a ce qu'on appelle le «marché gris». Il consiste à se procurer, grâce à ses relations, des matériaux ou biens de consommation que la RDA ne produit pas en quantité suffisante, ou bien, ce qui est assez fréquent, qu'elle produit en majeure partie pour l'exportation. Cela va du clou, de la vis, à la porcelaine en passant par la punaise ou le crayon. Sans parler, évidemment, de produits encore beaucoup plus nécessaires à la vie de tous les jours. Notre appareil de distribution complètement bureaucratise est à la fois paresseux, rigide et peu sûr. Aussi y a-t-il chez nous non seulement un mécontentement perpétuel, mais aussi une incroyable perte de temps consacrée à la recherche d'articles de consommation cou-

rante, qui n'apparaissent que très irrégulièrement sur le marché, et toujours en quantité nettement insuffisante.

Quant aux systèmes des prix, je pense que c'est justement là un des facteurs essentiels de déséquilibre dans notre économie. (...)

Prenons des éléments tels que le prix des loyers, le prix de services comme les transports, l'électricité, les postes ou encore le prix des denrées de première nécessité, comme le pain, les pommes de terre, le sucre, le sel etc. Tout cela est ici extraordinairement bon marché. Le visiteur étranger pense que c'est là un des aspects extrêmement positifs de l'économie socialiste. En fait, c'est quelque chose de très malsain, car le prix de vente de ces produits ou services au consommateur ne couvre même pas leur prix de revient : au très bas prix de vente de ces produits correspondent les très bas salaires distribués à la majeure partie de la population. Ce bas niveau des salaires apparaît de manière frappante lorsqu'on constate le prix extraordinairement élevé des autres produits de consommation : pas seulement celui des automobiles, mais également celui des appareils électroménagers en général, et aussi celui des textiles. On ne doit pas mesurer les prix

pratiqués dans ces domaines à ceux qui sont en vigueur dans les pays capitalistes, mais au prix de revient réel, qui est beaucoup plus bas en RDA qu'à l'Ouest, en raison, justement, du faible coût de la main-d'œuvre. C'est de la différence énorme qui existe entre le prix de revient et le prix de vente de ces articles au consommateur que l'Etat tire les subventions servant à maintenir les prix des denrées de première nécessité et ceux des services à leur bas niveau.

La distorsion entre les deux classes de prix (objets courants d'une part, objets de confort ou de luxe d'autre part) correspond en fait à l'existence de deux groupes humains que je n'hésite pas, en fait, à appeler les exploités et les exploités. Pour les premiers : les bas salaires, ainsi que les denrées bon marché, permettant la reproduction de leur force de travail ; pour les seconds, les privilèges : les hauts salaires et l'accès aux produits de luxe.

Demain : la dictature du parti, les «bons» militants et les contestataires

Quatrième Congrès du FLN

LA TENDANCE DE YAHYAOUI EST SORTIE RENFORCÉE

Avec l'achèvement de ce congrès, Chadli est donc désormais secrétaire général du FLN, et candidat unique à la présidence de la République. Son rôle est plus celui d'un arbitre que d'un dirigeant, ses pouvoirs limités ! La «gauche» de Mohamed Saleh Yahyaoui favorable à la poursuite de l'«option socialiste» et où les pro-soviétiques ont

Ce congrès devait être l'aboutissement de tout un parcours institutionnel et politique. Après un certain nombre d'hésitations qui ont duré de 65 à 74, Boumediène se lançait résolument dans une voie où prédominent une collectivisation des moyens de production, du capital industriel et financier et une phraséologie socialiste. C'est effectivement en 74 qu'il annonçait qu'il fallait passer du contenu «démocratique et populaire» de l'expérience à un contenu «socialiste». A cette époque, ceux qu'il avait ménagés jusqu'ici pensaient qu'il s'agissait là d'un discours sans conséquence. Depuis il y a eu la deuxième phase de la révolution agraire, «autogestion» des propriétés collectives, la «gestion démocratique» des entreprises nationalisées, la charte nationale, la constitution des «assemblées populaires» à tous les niveaux, les congrès des organisations de masses. Rendant de fait, pour toutes les tendances du FLN, «irréversibles» les orientations définies par Boumediène, celles-ci allaient bien arranger la «gauche».

LA CAMPAGNE DE YAHYAOUI

Yahyaoui a utilisé tous les moyens et les composantes de son courant (le PAGES compris, parti pro-soviétique), pour préparer au mieux l'organisation de son influence. Le quotidien national *El Moudjahid*, largement contrôlé par les éléments du PAGES, a fortement contribué par les rappels de citation du défunt président, et de textes de la Charte nationale, rappels lourds d'insinuations, à l'encontre du courant de Boutefflika.

Ainsi dans un très long article, le journal rappelle le discours de Constantine : «C'est ce jour là que le président a jugé nécessaire de faire le distinguo et par là même de freiner certains appétits de certains rêveurs mal léchés en direction de certains systèmes de gouvernement, dont pourtant l'Algérie a porté les stigmates parlementarisme, multipartisme, et pourquoi pas ? libéralisme...». Puis, citation de Boumediène : «Si jamais un gouvernement bourgeois s'installait dans notre pays avec ses appareils, sa police, le paysan et l'ouvrier ne connaîtraient plus que l'avilissement. Il va s'en dire

une large influence, en est sortie plus forte, mais sans pouvoir imposer un homme de son courant. Celui-ci s'est révélé être plus cohérent que celui représenté par Boutefflika, favorable au «libéralisme économique» et à un développement des liens avec l'Occident. La «gauche» est majoritaire au Comité central, le temps travaillerait-il pour elle ?



aussi qu'une classe bourgeoise serait créée et serait pire que le colonialisme». Cela pour ce qui est du forcing politique.

CHADLI : POUVOIRS LIMITÉS

M.S. Yahyaoui a ouvert le congrès par la présentation d'un rapport assez autocritique surtout vis-à-vis de la «révolution agraire», faisant très souvent référence à Boumediène et à la Charte nationale. Après son discours, il n'y avait plus rien à ajouter sur les orientations. Néanmoins il indiquait qu'il fallait repenser les choses, pour ce qui est des projets de statuts élaborés par la «commission préparatoire» où visiblement il n'a pas réussi à faire entendre sa voix.

Son courant allait peser de tout son poids, pour introduire les modifications de taille. Le secrétaire général du FLN n'est plus élu par le congrès mais par le Comité central, devant lequel il est désormais responsable. De fait, le Comité central devient l'organe suprême de direction du FLN et du pays. Or le courant de Yahyaoui est majoritaire. Voyant qu'il ne pouvait prétendre à la présidence pour l'instant, il a négocié la candidature de Chadli contre des postes importants dans la direction du pays. Au terme de cette journée supplémentaire de tractation, les postes de vice-président et de premier ministre sont institutionnalisés.

Le rôle de Chadli sera difficile, un poste qu'il était loin de revendiquer. De

faible envergure politique, il ne doit son poste de haut grade de l'armée qu'à Boumediène, aux côtés duquel il s'est rangé très tôt, plus par calcul semblait-il que par conviction politique ! Les luttes d'appareils vont être très importantes et Yahyaoui saura

utiliser pour abattre l'autre courant le degré patent de corruption et d'enrichissement des membres appartenant à ce dernier. Un argument très sensible au sein du peuple.

Nadjib BENHAD

RFA : le tribunal Russell rappelle les restrictions des droits de la défense et de la liberté d'expression

La deuxième session du tribunal Russell, qui devait traiter de la violation des droits de l'homme en RFA, a terminé ses travaux récemment à Cologne.

Le tribunal Russell (le troisième après ceux sur les crimes de guerre au Vietnam et la situation en Amérique latine) avait, lors d'une première session en avril 1978, examiné la question des interdictions professionnelles et condamné vigoureusement cette restriction des libertés démocratiques en RFA. Il avait suscité, avant même sa tenue, de vives réactions de la part de l'Etat Ouest-allemand ; le gouvernement de Schmidt avait examiné la possibilité de faire interdire le tribunal qui représentait un «risque pour la sécurité et l'ordre publics» et de refuser l'entrée en RFA aux membres étrangers du Jury. La centrale syndicale DGB était allée encore plus loin : elle avait fait parvenir aux sections syndicales

une circulaire dans laquelle elle interdisait dans les faits à tout syndicaliste désireux de rester dans les rangs du DGB, de participer à ce tribunal.

DES TERMES QUI SE MONNAIENT

Plusieurs faits ont été examinés cette fois-ci par le tribunal Russell. Parmi ceux-ci, au niveau de la censure : le paragraphe 90 a) qui poursuit «l'outrage», «la calomnie», la «diffamation malveillante» à l'égard de l'Etat, a comme fonction de faire taire toute voix contestataire. Devant le tribunal, le professeur Christian Sigrist a témoigné de son propre cas : il a été condamné à une amende pour avoir diffusé un tract dans lequel la mort du travailleur révolutionnaire Gunther Routhier, mort sous les coups de la police, avait été qualifié d'assassinat. Et un camarade d'une organisation révolutionnaire d'expliquer que, sur la base de ce paragraphe, l'emploi de

Communiqué commun de presse sino-américain

Dans le communiqué commun sino-américain, publié le 1^{er} février à l'occasion du voyage du Vice-Premier ministre chinois Deng Xiaoping aux Etats-Unis, il est dit notamment :

(...) Les deux côtés ont fait le tour d'horizon de la situation internationale et ont été unanimes à estimer qu'ils ont des intérêts communs et des points de vue similaires dans beaucoup de domaines. Ils ont aussi discuté des domaines dans lesquels ils ont des vues différentes. Ils réaffirment qu'ils s'opposent aux efforts tentés par tout pays ou groupe de pays pour établir l'hégémonie ou la domination sur autrui et qu'ils sont déterminés à contribuer au maintien de la paix internationale, de la sécurité et de l'indépendance nationale. Les deux côtés estiment que la différence de leurs systèmes sociaux ne doit pas constituer un obstacle au renforcement de leurs relations amicales et de leur coopération. Ils sont déterminés à œuvrer dans ce sens et ils ont la ferme conviction qu'une telle coopération est dans l'intérêt de leurs deux peuples ainsi que dans celui de la paix et de la stabilité dans le monde en général et dans la région de l'Asie-pacifique en particulier.

Respectivement au nom des gouvernements de la République populaire de Chine et des Etats-Unis d'Amérique, le vice-Premier ministre Deng Xiaoping et le président Carter ont signé un accord sur la coopération dans la science et la technologie et un accord culturel. Le vice-premier ministre Fang Yi et le conseiller du président pour les sciences

et la technologie Frank Press ont signé et échangé les lettres concernant l'entente sur la coopération entre les deux pays dans l'éducation, l'agriculture et l'espace. Le vice-Premier ministre Fang Yi et le secrétaire à l'énergie James Schlesinger ont signé un accord sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de la physique des hautes énergies, et le ministre des affaires étrangères Huang Hua et le secrétaire d'Etat Cyrus Vance ont signé un accord sur l'établissement de relations consulaires et sur l'ouverture de consulats généraux dans chacun des deux pays.

Les deux parties sont convenues de s'accorder mutuellement les facilités pour l'échange de correspondants permanents dans chacun des deux pays.

Les deux parties sont d'accord pour conclure des accords sur le commerce, l'aviation et les transports maritimes, lesquels seront discutés au cours des visites en République populaire de Chine du secrétaire au Trésor Michael Blumenthal et du secrétaire au commerce Juanita Kreps.

Au nom du gouvernement chinois et du Premier ministre Hua Guofeng, le vice-premier ministre Deng Xiaoping a invité le président Carter à visiter la Chine à une date qui lui convienne. Le président Carter a accepté cette invitation. Le président Carter a fait une invitation au Premier ministre Hua Guofeng à visiter les Etats-Unis. Le vice-Premier ministre Deng Xiaoping a accepté cette invitation au nom du Premier ministre Hua Guofeng. Les dates précises de ces visites des plus hauts dirigeants des deux pays seront discutées et décidées plus tard.

certaines termes politiques se monnaient maintenant en RFA : 500 DM d'amende pour celui qui emploie le terme : «Justice de classe» dans un tract par exemple, 900 DM pour celui qui parle d'«Etat policier».

IMPRIMEURS ACCUSES

«Ce qui paraît particulièrement grotesque dans cette situation» ont souligné les organisateurs de la réunion de bilan, «c'est que ces cas de censure ne s'appliquent pas seulement à l'auteur ; souvent ce sont ceux qui diffusent, impriment, etc. qui sont poursuivis.» Et de rappeler le cas «Mescalero», cas de ce fameux «faire-part», après l'assassinat du procureur général Buback, dans lequel un étudiant avait exprimé, tout en condamnant tout acte de violence, sa «joie clandestine». Cette affaire a entraîné toute une série de procès — non contre l'auteur, mais contre des dizaines

d'étudiants et de professeurs d'université qui avaient publié l'article dans un journal universitaire ou s'étaient exprimés tout simplement en faveur du droit de la faire paraître.

Sur la base du paragraphe 88 a), «appel et approbation de la violence», trois imprimeurs berlinois ont été emprisonnés pour avoir imprimé (!) un journal qui, en tribune libre, publiait des textes de la RAF...

Le tribunal a examiné également les atteintes aux droits de la défense et les conditions de détention dans les prisons Ouest-allemandes. La modification de la loi sur la procédure pénale qui prévoit l'exclusion de l'accusé de son propre procès s'il s'est mis «sciemment hors d'état de suivre le procès» (suite à une grève de la faim par exemple) a été qualifiée de «particulièrement inquiétante et dangereuse».

Anne RHEIN

Lyon : «INTERDICTION DU MEETING FASCISTE !»

Lyon, de notre correspondant. Ce mardi soir, des fascistes de France, d'Espagne, d'Italie, de Belgique et d'Allemagne prétendent tenir un meeting à Lyon, sous le vocable d'Eurodroite. Des fusilleurs de militantes féministes italiennes (cf l'épisode de Radio citta futura) aux chevaux de retour du fascisme, ils veulent tenter de crier leur haine des luttes des travailleurs. Même si ces groupes, d'ampleur réduite, ne représentent pas un choix

Campagnes racistes et assassinats de travailleurs immigrés, toujours impunis, attaque de piquets de grève, attentats visant les locaux de syndicats, de partis de gauche, de librairies progressistes, la liste des exactions fascistes est longue, trop longue pour être tolérable. La fébrilité actuelle de ces groupes, notamment leurs tentatives de tenir des meetings dans plusieurs grandes villes de France, vient à point nommé pour prêter main-forte à la politique actuelle du gouvernement d'austérité et de répression avec en particulier dans la dernière période, les attaques contre les travailleurs immigrés et la suspension du droit d'asile pour les réfugiés politiques basques.

CONVERGENCES

Même s'il y a des con-

traditions entre les fascistes et les partis de droite au pouvoir, il existe aussi des liens étroits entre eux. Rappelons que c'est le PFN qui a assuré le service d'ordre de la campagne électorale de Giscard en 1974 ou encore que des militants de ce parti s'étaient présentés, aux municipales de 1977, sur la liste Martin, soutenue par le RPR à Nancy.

Dans de nombreuses occasions, les exactions des fascistes sont venues à la rescousse de la politique des partis au pouvoir : en 1973, alors que la bourgeoisie déclenchait une campagne raciste à la suite de la crise du pétrole, les assassinats de travailleurs immigrés se multipliaient. Lors de la mise en place des plans Barre successifs et l'intensification de la répression contre les tra-

politique de la bourgeoisie à l'heure actuelle, il n'en reste pas moins vrai que les exactions perpétrées par ces groupes viennent souvent prêter la main forte à sa politique répressive.

La tenue de ce meeting suscite depuis plusieurs semaines, dans les usines et les quartiers lyonnais, une mobilisation croissante pour en exiger l'interdiction.

vailleurs en lutte, c'est l'assassinat de Pierre Maître à Reims ou les tentatives d'un Furnon et de ses «français de bon sens» pour attaquer les syndicats.

UNE RIPOSTE LARGE ET MASSIVE

La tenue de ce meeting fasciste doit susciter une participation massive à la manifestation de protestation mardi soir. Notons que le PCF et l'UD-CGT n'ont pas jugé bon de se joindre à l'appel unitaire pour la manifestation, considérant que 14 des organisations signataires n'étaient pas «représentati-

ves». Le PCF s'était vanté, lors d'une réunion unitaire, d'être le seul parti «efficace». Cette position ne semble pas être passée sans encombre, si on en juge par le fait que le PCF et l'UD-CGT viennent de décider, en catastrophe, de se rallier à la manifestation. L'UD-CGT a admis que ce ralliement s'était effectué «après beaucoup d'atermoiements».

Ce ralliement tardif est à mettre sur le compte de la pression qu'exerce sur ce parti la mobilisation engagée par les signataires de l'appel unitaire.

Michel BERTEL

MANIFESTATION DE PROTESTATION CONTRE LE MEETING FASCISTE
Mardi 6 février, 18 heures
Place Bellecour, Lyon

Iran : tractations et incertitudes

La situation a été calme en Iran ce week-end mais l'issue de la crise reste toujours aussi incertaine. Des tractations se déroulent entre les chefs de l'armée et des représentants de Khomeiny. On s'attendait à ce que l'Ayatollah rende publique ce lundi la composition du conseil de la révolution islamique. Bakhtiar avait déclaré qu'il ne voyait «pas d'inconvénient» à l'existence d'un tel conseil. La modération de ses propos semble confirmer qu'un compromis est en vue entre Bakhtiar et Khomeiny.

On a appris dimanche que le gouvernement iranien venait d'annuler pour huit milliards de dollars d'achats d'armes américaines, en raison des difficultés financières causées par l'arrêt des exportations de pétrole. La grève est quasi générale en Iran depuis quatre mois.



Panique à l'aéroport de Téhéran chez certains Iraniens qui, n'ayant pas la conscience tranquille, préfèrent s'enfuir.

MANIFESTATION CONTRE LA RÉPRESSION EN URSS

A l'appel du Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens et du Comité pour la libération arménienne, 150 personnes ont manifesté devant l'ambassade soviétique à Paris pour protester contre les récentes exécutions de trois dissidents arméniens.

● UN PETIT NEW-YORKAIS DE QUATRE ANS, après avoir vu le film Superman, a voulu imiter son héros. Il a sauté du septième étage. Il est grièvement blessé.

● UN ADOLESCENT DE 14 ANS A ÉTÉ CONDAMNÉ A 48 ANS DE PRISON pour vol dans le Mississippi. Il pourrait être libéré au bout de 32 ans en cas de bonne conduite !

Lourdes peines pour des indépendantistes tahitiens

Vendredi, la cour criminelle de Papeete jugeait sept Tahitiens accusés d'avoir fait sauter l'hôtel des postes de Papeete pour protester contre la visite du secrétaire d'État aux DOM-TOM, Olivier Stirn, en août 1977. Si les accusés revendiquaient l'attentat, ils niaient le meurtre du PDG d'une filiale d'Air Liquide, dont ils étaient également accusés.

Deux d'entre eux ont été condamnés à vingt ans de travaux forcés, un à dix-huit ans et un à dix ans de la même peine. Une peine de dix ans de réclusion criminelle et deux peines de cinq ans de prison ont également été prononcées.

Lors du procès, les accusés avaient fait valoir de multiples contradictions dans les thèses de l'accusation concernant le meurtre. La Cour n'a retenu que les circonstances atténuantes qui leur ont évité la peine de mort.

SUD-LIBAN : DEUX CASQUES BLEUS TUÉS

Des tirs ont opposé des forces du FPLP à des éléments fidjiens de la force intérimaire des Nations-Unies, à une dizaine de kilomètres à l'Est de Tyr. Deux casques bleus ont été tués, et trois autres blessés, les forces palestiniennes ayant un mort et plusieurs blessés. Le FPLP affirme qu'il s'agit de représailles par suite de «l'exécution par les Fidjiens dans leur caserne d'un militant palestinien progressiste.» Par ailleurs, quatre casques bleus norvégiens ont trouvé la mort dans un accident d'hélicoptère samedi.

ETHIOPIE - KENYA

La semaine dernière, l'Ethiopie et le Kenya ont signé un «traité d'amitié et de coopération» de dix ans. Celui-ci prévoit un renforcement des liens économiques et culturels mais aussi une coordination «face à la politique expansionniste de n'importe quel pays ou groupe de pays». Cette clause vise la Somalie qui envisage de réintégrer les populations somalis de l'Ogaden et du Nord du Kenya. En prenant pour base d'accord avec le Kenya cette communauté de conflits avec la Somalie, l'Ethiopie peut aider l'URSS à développer son influence au Kenya, pays historiquement lié aux Occidentaux.

Nouvelle semaine de lutte pour les sidérurgistes

Suite de la une

Les syndicats l'ont bien vu et ont d'ores et déjà prévenu. Maire l'a clairement affirmé au Club de la Presse : «Nous espérons que Monsieur Boulin aura quelque chose dans les poches...» a-t-il dit. Si tel n'est pas le cas, les dirigeants confédéraux auront toute latitude pour prendre des décisions d'actions, et faire des propositions, puisqu'ils se rencontrent mercredi. Aucun prétexte cette fois ne saurait servir de justification. Les sidérurgistes sont las des discours et des promesses ; ils veulent du concret, ils l'ont démontré. Ils ne toléreront pas, dans le cas fort probable où la réunion avec Boulin ne donnerait rien, que les états-

maieurs syndicaux tergiversent encore. La journée de grève générale du 16 février est encore un peu éloignée et rien ne garantit qu'elle sera suivie d'autres propositions d'ensemble de la part des directions syndicales.

Quoi qu'il en soit, on peut s'attendre à une recrudescence de l'action dans les bassins sidérurgiques de Lorraine et du Nord, à partir de cette semaine. Les travailleurs de la sidérurgie et autour d'eux, ceux des autres branches et la population, se sont mis en marche contre le chômage. Ils ne s'arrêteront pas à la première étape.

Gérard PRIVAT

Les bizarreries du froid



Ça se passe en Hollande. La poursuite de la vague de froid a épuisé les stocks de sel. La police, qui n'a pas gardé les deux pieds dans le même sabot, s'est mise à la hauteur de la situation. Il n'y avait pas de stock de sel, mais par contre on a trouvé un stock de patins à glace. En fin de compte, ça ne manque pas de sel.

Pompiers matraqués



Vendredi après-midi, 300 pompiers de l'Ouest manifestaient devant la mairie de Dinard. Ils demandaient une réunion immédiate de la commission nationale paritaire pour l'augmentation des effectifs. Ils se sont fait violemment réprimer par la police.